

## **Budget 2014 : Secteur Logement – Discussion générale**

Julien Bayou

Monsieur le président,  
Madame la vice-présidente,  
Mes chers collègues,

Neuf millions de personnes sont touchées par la crise du logement et la Région Île-de-France est touchée plus que toute autre. Les prix ont doublé en peu de temps et plus de 500.000 demandes de logement social sont en attente. C'est le résultat de dix ans de laissez-faire et d'une bulle immobilière non contrôlée.

Face à ce constat, nous avons fait le choix de l'action en démultipliant depuis 2010 le soutien régional à la construction de logements sociaux et à la lutte contre la précarité énergétique.

Cette action a été relayée au niveau national par Cécile Duflot, ministre de l'égalité des territoires et du logement.

Encadrement des loyers, lancement de procédures de réquisition (c'est un signal fort), cession à titre gratuit de terrains appartenant à l'Etat où à des entreprises publiques, le relèvement du taux minimum de logement social dans chaque commune ont été les premières étapes d'une relance de la construction en faveur des publics les plus fragiles.

La différence est impressionnante avec les années passées. Mais il faut aller plus loin. Le projet de Schéma Directeur propose cela, en visant un taux de 30% de logements sociaux à l'horizon 2030.

Dans le même temps, une grande campagne nationale en faveur de la rénovation thermique a été lancée, l'Etat prendra à sa charge jusqu'à 80% du coût des travaux des particuliers. Des discussions ont été engagées avec les acteurs du logement social pour parvenir à l'objectif de 150.000 nouveaux logements sociaux par an et un appel à projet en faveur d'un « super PLAI » a été lancé afin d'offrir des loyers abordables aux personnes éligibles au Droit Au Logement Opposable.

Demain, avec le projet de loi ALUR, il sera possible de rééquilibrer les relations entre propriétaires et locataires pour mettre fin aux pires abus, si le gouvernement résiste aux attaques des lobbys des agents immobiliers!

Face à la crise, notre majorité régionale s'était engagée en 2010 à consacrer un milliard d'euros au logement durant cette mandature. Grâce au travail des services et de la vice-présidente en charge du logement, ce pari est aujourd'hui en passe d'être gagné.

Je trouve ironique qu'aujourd'hui l'Ump nous dise que c'est pas assez!

Pour autant, la réforme de la décentralisation discutée au Parlement nous interroge sur le rôle futur de la Région dans la chaîne du logement. En l'état du projet, on peut vraiment craindre le pire : immobilisme total et la région dépourvue de compétences importantes comme le logement

Sans parler de la suppression de la parité si maintient l'idée légèrement surannée de faire élire des gens sans passer par le suffrage universel.

Il faut rappeler le rôle primordial qu'a joué notre institution durant ces dernières années. Pour cela, nous devons réaffirmer avec force les priorités de notre majorité, notamment à l'égard de la transition écologique et des publics les plus démunis.

C'est ce qu'on fait avec ce budget ;  
Je vous remercie.